

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
ASSEMBLÉE COMMUNE

Exercice 1955 - 1956

Session ordinaire

(Seconde partie)

R a p p o r t

fait au nom de la

Commission du Marché Commun

sur

les chapitres III et V du Quatrième Rapport général sur l'activité de
la Communauté (11 avril 1955 au 8 avril 1956): Evolution générale et
fonctionnement du Marché Commun

Amélioration des conditions de concurrence

par

M. Wolfgang P O H L E

R a p p o r t e u r

JUIN 1956

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
ASSEMBLÉE COMMUNE

Exercice 1955 - 1956

Session ordinaire

(Seconde partie)

R a p p o r t

fait au nom de la

Commission du Marché Commun

sur

les chapitres III et V du Quatrième Rapport général sur l'activité de
la Communauté (11 avril 1955 au 8 avril 1956): Evolution générale et
fonctionnement du Marché Commun

Amélioration des conditions de concurrence

par

M. Wolfgang P O H L E

R a p p o r t e u r

JUIN 1956

La Commission a examiné, le 25 avril et le 28 mai 1956, à Luxembourg, les chapitres III et V du Quatrième Rapport général sur l'activité de la Communauté.

M. Wolfgang POHLE, a été désigné comme rapporteur.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité le 28 mai 1956.

Etaient présents:

*MM. Gerhard KREYSSIG, Vice-Président;
H. A. KORTHALS, Vice-Président;
Willi BIRKELBACH, suppléant M. NEDERHORST,
Jean CROUZIER,
Pierre DE SMET,
Fernand LOESCH,
André MUTTER, suppléant M. POHER,
Wolfgang POHLE,
Wilmar SABASS,
E. M. J. A. SASSEN,
Eugène SCHAUS.*

SOMMAIRE

I. Introduction	9
II. Remarques générales relatives à l'évolution et au fonctionnement du Marché Commun ainsi qu'à l'amélioration des conditions de concurrence (chap. III et V du Quatrième Rapport général de la Haute Autorité)	11
III. Le marché de l'acier	13
a) Développement de la production, de la consommation, des échanges, des importations et des exportations	13
b) Evolution des prix	17
c) Approvisionnement de l'industrie sidérurgique en matières premières	18
1) Minerai	18
2) Coke	18
3) Ferraille	19
d) La main-d'oeuvre	21
IV. Le marché charbonnier	21
a) Production, extraction, utilisation, échanges, importations et exportations	21
b) Evolution des prix	23
c) La main-d'oeuvre	27
V. Amélioration du fonctionnement du Marché Commun	27
1) Mesures gouvernementales	27
2) Comportement des entreprises	28
3) Ententes et concentrations	29
VI. Rappel de suggestions faites au cours de la Session ordinaire 1954 - 1955	33
VII. Observation finale	34
Annexe : Le développement des échanges entre les pays de la Communauté	35

R A P P O R T

fait par

M. Wolfgang POHLE

sur

les parties du Quatrième Rapport général sur l'activité de la Communauté (11 avril 1955 au 8 avril 1956), qui concernent le Marché Commun, notamment sur les chapitres III et V :

Evolution générale et fonctionnement du Marché Commun; amélioration des conditions de concurrence.

I. Introduction

Mademoiselle, Messieurs,

1. Au début de son Rapport général ⁽¹⁾, la Haute Autorité énonce trois principes dont l'importance nous semble telle que nous jugeons nécessaire de les reprendre dès le seuil de notre exposé:

- nécessité d'un marché élargi aux dimensions d'un espace qui permette la meilleure utilisation des techniques de production les plus évoluées et l'abaissement des prix de revient;
- nécessité d'un ordre économique commun;
- nécessité d'une intégration des buts économiques et sociaux.

⁽¹⁾ Paragraphe 2 du Rapport général. Les mots « Rapport général » désignent le *Quatrième Rapport général sur l'activité de la Communauté* (11 avril 1955 — 8 avril 1956).

2. Il convient de signaler ici trois autres idées qui ont été avancées en commission:

- a) L'existence même de la Communauté et le Traité lui-même exigent que toutes les parties intéressées, institutions de la Communauté, Gouvernements, entreprises, syndicats etc., respectent et appliquent les dispositions du Traité.
- b) Les dispositions du Traité ne doivent pas être appliquées d'une manière purement administrative comme le seraient des normes étroitement définies; il faudra tenir compte de la variété des éléments qui interviennent dans le développement économique, développement que les institutions de la Communauté ont pour tâche d'assurer par leur action compréhensive. A cette fin, elles veilleront en premier lieu à ce que cette action permette de réaliser les objectifs qui leur sont assignés par le Traité, sans perdre de vue qu'une mesure déterminée ne pourra jamais être considérée comme fin en soi, mais bien comme un des moyens d'atteindre ces objectifs.
- c) La Communauté doit se garder de se cloisonner, de vivre en autarcie par rapport aux marchés extérieurs, c'est-à-dire par rapport aux pays tiers, mais elle devra veiller en même temps, ou peut-être en premier lieu, à éviter le cloisonnement intérieur, par rapport à l'économie de chacun des pays membres, qui n'est pas intégrée, exception faite des produits visés par le Traité. La responsabilité en cette matière ne revient pas uniquement aux institutions de la Communauté, qui doivent, certes, vouer toute leur attention à cet aspect du problème. Elle incombe surtout aux Gouvernements des Etats membres qui, du fait même qu'ils ont ratifié le Traité, du fait de l'existence et des attributions du Conseil de Ministres et en vertu de la clause générale de l'article 86, ainsi que de nombreuses dispositions spéciales du Traité, sont tenus de contribuer de façon active à la réalisation du Marché Commun et d'harmoniser, en collaboration avec la Haute Autorité, dans l'esprit de l'article 26, la politique économique générale de leurs pays avec l'action de la Haute Autorité ⁽¹⁾.

3. Dans l'exercice de leurs attributions respectives, la Haute Autorité, l'Assemblée Commune et ses commissions devraient avoir présentes à l'esprit les idées fondamentales que nous venons d'énoncer.

(1) Cf. Rapport de M. Sabass sur la coopération de la Haute Autorité et des Gouvernements des Etats membres (Doc. no. 20., 1955—1956).

**II. Remarques générales relatives à l'évolution et au fonctionnement du Marché Commun
ainsi qu'à l'amélioration des conditions de concurrence (chap. III et V du Quatrième
Rapport général de la Haute Autorité)**

4. Comme il a été constaté au cours du débat général de l'Assemblée qui a eu lieu les 8 et 9 mai 1956 à Strasbourg, les chapitres III et V du Rapport général contiennent des indications extrêmement intéressantes sur la situation économique. Il convient cependant de noter que souvent le Rapport expose des faits sans en expliquer l'origine ou en indiquer les répercussions. De même, ou bien il indique, sans en donner les motifs, les mesures que la Haute Autorité a prises ou les opinions qu'elle s'est faites. En outre, il est rare que l'on trouve des prévisions concernant l'évolution de la situation ou les résultats que l'on peut attendre de certaines mesures. Dans ces conditions, on ne peut se faire qu'une idée incomplète.

En présentant à l'Assemblée, le 8 mai 1956, le Rapport général de la Haute Autorité, le Président de la Haute Autorité a élucidé plusieurs points en suspens, mais l'essentiel de son discours aurait dû être publié dans le Rapport général. Ce serait le seul moyen d'éviter à l'avenir les lacunes qui ont été signalées. Certes, il est souhaitable que le Président de la Haute Autorité introduise et commente le Rapport général en tenant compte surtout des événements survenus ou des mesures prises depuis la rédaction du Rapport, mais la teneur du Rapport général lui-même ne doit en souffrir à aucun prix.

5. En principe, les chiffres du Rapport général devraient exprimer, outre des valeurs relatives, également des valeurs absolues, pour faire apparaître les ordres de grandeur. Partout où il s'agit de comparer, il faudrait toujours s'exprimer en valeur absolue et en valeur relative.

6. Votre Commission se félicite de constater que la Haute Autorité a adopté une suggestion ⁽¹⁾ que la Commission a faite dans son rapport de l'année précédente, en insérant également dans le rapport un tableau sur l'évolution des échanges répartis par régions et bassins. Ainsi obtient-on une image plus précise des courants d'échanges.

7. L'année précédente, votre Commission suggérait également de baser la comparaison sur les chiffres concernant les échanges de produits qui ne relèvent pas de la Communauté, afin de mieux mettre en évidence les progrès imputables au Marché Commun. A la Session ordinaire de 1955, la Haute Autorité a accueilli favorablement cette suggestion; elle se déclara prête à établir une comparaison avec les métaux non ferreux, les produits de l'industrie transformatrice de fer et d'acier et le ciment. Le Rapport général ne contient pas de telle compa-

⁽¹⁾ Doc. n° 19, 1954—1955, paragraphe 23, page 17.

raison. C'est pourquoi, à sa réunion du 25 avril 1956, votre Commission a demandé à la Haute Autorité les raisons de cette lacune. La Haute Autorité déclara n'avoir pu établir ce tableau comparatif en raison de nombreuses difficultés techniques. Or, quelques jours plus tard, le Président de la Haute Autorité donnait dans son discours des indications sur l'évolution des échanges de métaux non ferreux, de ciment, de moyens de transports, de matériaux de construction et de machines.

8. Le discours du Président de la Haute Autorité contient des précisions très intéressantes au sujet de cet aspect essentiel du Marché Commun; il nous apprend notamment dans quelle mesure il contribue effectivement à créer un espace économique commun. Dans son rapport de l'année précédente, votre Commission avait déjà posé ce même problème, lorsqu'elle demandait si le Marché Commun avait manifestement exercé une influence en ce sens ou s'il s'agissait plutôt de répercussions de la conjoncture générale favorable? M. René Mayer s'est efforcé de démontrer, par comparaison à d'autres périodes d'essor économique dans les années précédentes, que le Marché Commun a permis d'atteindre ou tout au moins de promouvoir dans les pays membres une régularisation du rythme d'accroissement de la production et de la consommation, une plus forte intensification des échanges, une plus grande stabilité des prix et un alignement des salaires.

A ce propos, le Président de la Haute Autorité a cité des chiffres très importants à propos de l'accroissement du volume des échanges et de l'influence du Marché Commun sur la formation des prix. Il a déclaré notamment (p. 23 du discours) qu'à prix constants, les échanges de produits relevant de la Communauté entre les Etats membres ont augmenté de 93 %, tandis que les échanges d'autres produits n'ont accusé qu'un accroissement de 59 %.

Il ressort des informations statistiques de la Haute Autorité que le volume des échanges d'acier a passé de l'indice 100 en 1952 à 251 en 1955. A titre d'exemple, les échanges d'articles métalliques entre les pays de la Communauté n'ont passé que de 100 à 139 pendant la même période. Les tableaux annexés au présent rapport contiennent d'autres chiffres extrêmement instructifs.

Les constatations qui précèdent permettent de conclure, non seulement que les échanges (en valeur) ont augmenté (cf. Bulletin statistique, n°2/56, p. 366), mais encore que l'indice des prix des produits de la Communauté a subi une hausse beaucoup moins sensible que celle des autres produits; en outre, la suppression des discriminations les plus flagrantes en matière de transports et l'établissement de tarifs ferroviaires directs internationaux ont eu des répercussions favorables sur les prix rendu.

9. Il appert qu'au cours des 12 mois écoulés (tout comme pour la période couverte par le rapport précédent), les exportations vers les pays tiers se sont maintenues à un niveau élevé malgré la forte demande que l'on a notée dans la

Communauté. Le volume des exportations a même été en augmentation. On peut en conclure que la Communauté ne s'est pas fermée aux autres espaces économiques; au contraire, elle a intensifié ses échanges avec ceux-ci.

10. Votre Commission n'a pas encore examiné de près les importants problèmes que pose la politique commerciale et qui n'ont pas toujours été exposés nettement dans le Rapport général. Toutefois, accueillant les suggestions de votre Commission, la Haute Autorité a promis de mettre à l'étude les problèmes concernant les échanges commerciaux de la Communauté avec les pays d'Europe orientale. L'ensemble de la politique commerciale doit encore être examiné de manière approfondie en réunion commune de votre Commission et de la Commission des Affaires politiques et des Relations extérieures.

11. Pour tous les produits de la Communauté, sauf le minerai, la situation de l'approvisionnement a été marquée par une tension en partie très prononcée. La Haute Autorité le signale explicitement au paragraphe 34 du Rapport général. Un certain équilibre de l'approvisionnement a pu être assuré dans l'ensemble. Néanmoins, le Rapport général aurait dû faire une plus large place à l'évolution des approvisionnements et surtout à celle des prix. Plus loin nous traiterons de manière circonstanciée des différents aspects de cet important problème.

III. Marché de l'acier

a) *Développement de la production, de la consommation, des échanges, des importations et des exportations*

12. L'année 1955, on le sait, a été marquée par un record de la production d'acier dans la Communauté ⁽¹⁾. Les chiffres dont on dispose déjà concernant les premiers mois de l'année confirment que l'intensité du rythme de la production non seulement a persisté mais continue de progresser. On ne saurait affirmer que la production puisse constamment être maintenue à ce niveau élevé (abstraction faite de l'influence de la conjoncture), car c'est un élément qui dépend d'abord du problème de l'approvisionnement de l'industrie sidérurgique en matières premières. L'examen de cette question sera repris plus loin.

Il convient de noter que tous les bassins ont participé à cette augmentation de la production. Seule l'industrie sidérurgique des Pays-Bas a pris une part relativement faible dans cette expansion. Selon les déclarations de la Haute Autorité, ceci résulte du fait qu'il n'existe pratiquement qu'une seule entreprise sidérurgique importante aux Pays-Bas; la capacité de production de cette entreprise sera sans doute élargie au cours de cette année.

Dans son dernier rapport, votre Commission demandait déjà si le mouvement ascendant de la production sidérurgique traduisait simplement une ex-

⁽¹⁾ Paragraphes 39 à 45 du Rapport général.

pansion due à la conjoncture ou s'il exprimait déjà le début d'un changement de structure. A ce propos, la Haute Autorité a déclaré à la Commission que l'on a certainement sous-estimé, il y a quelques années, la capacité d'expansion de l'économie européenne. En faisant abstraction d'une certaine influence de la conjoncture, on peut affirmer que l'augmentation de la production correspond aussi à un accroissement effectif des besoins.

13. La consommation apparente dans les pays de la Communauté s'élevait à près de 44 millions de tonnes en 1955. Elle a augmenté de 7,3 millions de tonnes par rapport à 1954, c'est-à-dire de 20 % environ.

Il a été suggéré à la Haute Autorité de donner dans le Rapport général des indications sur la consommation effective dans la Communauté. Votre Commission a admis qu'il serait difficile de recenser exactement les tonnages en stock chez les grossistes et les utilisateurs. C'est alors qu'il fut proposé d'indiquer tout au moins la répartition des ventes aux différents groupes d'utilisateurs les plus caractéristiques: construction automobile, construction navale, bâtiment, construction mécanique. La Haute Autorité assura la Commission que malgré les nombreuses difficultés techniques, elle s'efforcera de suivre cette suggestion, tout au moins en partie, et de mettre au point des indications concernant les ventes à certains groupes d'utilisateurs.

14. Rejoignant certaines allusions se trouvant au paragraphe 35 du Rapport général, quelques membres de votre Commission sont d'avis que les nouvelles commandes parvenues aux entreprises ne reflètent pas nécessairement le développement réel des besoins. Mais l'accroissement de la production en 1955 ne permet pas d'affirmer avec pertinence, ni de l'industrie sidérurgique, ni de l'industrie de transformation que les commandes de couverture auraient été artificiellement gonflées; de même il reste à savoir si l'accroissement des expéditions des usines est un meilleur critère que l'accroissement du volume des commandes pour apprécier l'augmentation des besoins. Selon la Haute Autorité, la production de l'industrie de transformation n'a pas été gravement perturbée jusqu'ici par des insuffisances d'arrivages de produits sidérurgiques. Or, certains secteurs de l'industrie de transformation se sont plaints de l'insuffisance des arrivages. C'est pourquoi votre Commission estime qu'il faudrait examiner de beaucoup plus près le point de savoir si les livraisons répondaient effectivement à l'évolution des besoins. L'accroissement de la production s'accompagne d'un phénomène d'accélération double: l'industrie de transformation doit recevoir davantage de produits sidérurgiques pour l'utilisation immédiate; elle doit en même temps constituer des stocks qui lui permettent d'assurer la continuité de la production. Le rythme de l'accroissement suit donc une double impulsion. Dès lors, il se pourrait fort bien que la consommation accrue et la constitution des stocks n'aient pas suivi une marche parallèle, malgré l'accroissement considérable des expéditions des usines.

La Haute Autorité déclare que dans l'ensemble les expéditions reflètent le développement des besoins réels, mais il faut tenir compte du fait qu'il y a de notables différences selon les catégories de produits. Certains laminés ont été livrés en quantités suffisantes, ce qui n'est pas le cas, par contre, pour les demi-finis, les laminés marchands à faible marge de tolérance, les poutrelles et les ronds à béton. La récapitulation de toutes les catégories de produits fait disparaître ces différences, faussant ainsi la portée des conclusions que l'on dégage globalement de la récapitulation. Votre Commission se féliciterait de voir la Haute Autorité s'efforcer de nuancer ses statistiques dans le sens indiqué.

15. Au cours de l'année écoulée, les échanges de produits sidérurgiques ⁽¹⁾ se sont accrus dans la Communauté; ils ont passé de 4,2 millions de tonnes en 1954 à 5,7 millions de tonnes en 1955. On pourrait suggérer à la Haute Autorité d'en tirer la conclusion et d'évaluer le taux d'interpénétration des marchés en fonction des expéditions et réceptions réelles, plutôt qu'en fonction des commandes nouvelles, qui suivent très souvent un rythme irrégulier et peuvent être influencées par des considérations spéculatives.

16. La Commission estime que ce taux d'interpénétration des marchés, dont la Haute Autorité fait état dans son Rapport général ⁽²⁾, ne permet pas nécessairement de tirer des conclusions quant au fonctionnement du Marché Commun, car le taux d'interpénétration dépend également de la politique de marché que les différents secteurs industriels poursuivent dans les pays de la Communauté. Il faut se demander à ce propos où se situe l'intérêt des producteurs. Préfèrent-ils, par exemple, écouler leurs produits autant que possible dans leur pays et approvisionner en premier lieu le marché intérieur, quitte à perdre du terrain sur le marché d'exportation ou préfèrent-ils, au contraire, consacrer leur production à l'exportation en reléguant au second plan l'approvisionnement de l'industrie de transformation de leur propre pays? Le taux d'interpénétration peut donc augmenter ou diminuer sans nécessairement fournir des éléments d'appréciation du fonctionnement du Marché Commun.

17. La Commission a suggéré de présenter séparément pour la France et la Sarre, ainsi que pour la Belgique et le Luxembourg, les chiffres relatifs à l'évolution des échanges. La Haute Autorité a répondu qu'il est difficile de suivre cette suggestion, car ces distinctions n'apparaissent pas clairement dans les statistiques douanières ignorant ces distinctions. Néanmoins, il faudrait essayer d'obtenir des indications distinctes, fût-ce approximatives, sur la situation des échanges de chacun des pays en cause.

⁽¹⁾ Paragraphes 46 à 48 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphes 36 et 37 du Rapport général.

On est frappé de constater que la part de l'industrie sidérurgique française et sarroise dans l'accroissement des échanges est particulièrement élevée. Invitée à donner des précisions à ce sujet, la Haute Autorité a expliqué que l'accroissement des livraisons françaises est dû d'une part au fait que l'industrie sidérurgique, en Allemagne par exemple, est plus résolument orientée vers l'écoulement dans le pays même, voire dans le bassin même, et d'autre part, au fait que l'industrie française de transformation a mis quelque temps à suivre le mouvement ascendant de la conjoncture aussi rapidement que dans les autres pays.

18. L'année écoulée a également été marquée par un accroissement des exportations d'acier vers les pays tiers ⁽¹⁾. Ces exportations ont passé de 6.569 millions de tonnes à 7.794 millions de tonnes, soit une augmentation de 18 %. Le mouvement affecte l'industrie sidérurgique de tous les pays, sauf de l'Allemagne, dont les exportations ne se sont accrues que dans une très faible mesure, tandis que les exportations françaises et sarroises, en passant à 2,98 millions de tonnes, accusent un taux d'accroissement particulièrement élevé, qui est de 40 % et de 850.000 tonnes. La Haute Autorité a donné à ce phénomène la même explication qu'à l'accroissement des livraisons françaises dans la Communauté; en ce qui concerne les exportations vers les pays tiers, il faut évidemment ajouter l'attrait qu'exercent les prix plus élevés. A ce propos, votre Commission signale la nécessité d'assurer l'approvisionnement des utilisateurs d'acier dans le Marché Commun (cf. paragraphe 38 du présent rapport).

19. Les importations en provenance des pays tiers ⁽²⁾ ont atteint l'an dernier 1,5 million de tonnes environ, augmentant ainsi de près de 0,5 million de tonnes, soit de 55 %. On est frappé de constater que la part de la fonte et des produits demi-finis dans les importations a fortement augmenté, tandis que les importations de laminés finis ont diminué.

20. La progression du taux d'accroissement de la production d'acier brut dans chaque pays ⁽³⁾ diffère selon la structure des capacités de production, notamment du rapport entre la production d'acier Thomas, d'acier Martin et d'acier électrique. La Haute Autorité ne l'exprime peut-être pas assez clairement dans son Rapport général. En outre, la Commission a fait observer à plusieurs reprises que le niveau de la production est également lié à l'approvisionnement en coke, en ferraille et en minerai. Il serait erroné de tirer des conclusions de portée trop générale de la répartition des produits sidérurgiques entre les différentes qualités d'acier: acier Thomas, acier Martin et acier électrique. La Commission a fait remarquer qu'en période de régression de la demande, la demande d'acier Martin demeure plus stable que celle de l'acier Thomas, d'où il résulte, en revanche, que

⁽¹⁾ Paragraphe 50 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphe 49 du Rapport général.

⁽³⁾ Paragraphes 41 à 43 du Rapport général.

c'est l'acier Thomas plutôt que l'acier Martin qui bénéficie de l'augmentation du nombre des nouvelles commandes. Il faut ajouter que, dans la mesure où les capacités de production de fonte sont suffisantes, la production d'acier Thomas fait preuve d'une plus grande élasticité que celle de l'acier Martin.

b) *Evolution des prix* ⁽¹⁾

21. Vu la conjoncture favorable et le fait que la demande s'est constamment maintenue à un niveau très élevé, une tendance à la hausse était à prévoir. Selon le Rapport général de la Haute Autorité les augmentations qui sont intervenues ont été, à quelques exceptions près, très modérées.

22. Dès le mois de janvier de cette année, votre Commission a suggéré de ne pas prendre comme période de référence le mois de mai 1953 pour étudier l'évolution des prix. Pour obtenir une image plus fidèle de cette évolution, les prix actuels devraient être comparés à ceux de l'automne 1953 ou aux prix obtenus sur la base des barèmes publiés au début de 1954, compte tenu des rabais autorisés à l'époque. La Haute Autorité est invitée à tenir compte de cette suggestion.

23. Pendant la période allant du 30 mars 1955 au 30 mars 1956, les prix de la Communauté ont accusé une légère tendance à la hausse; dans certains cas l'augmentation a même été assez sensible. Depuis peu, la montée des prix s'est poursuivie. L'industrie sidérurgique française a relevé de 2 à 7,5 % les prix intérieurs et il est probable que les producteurs des autres pays augmenteront également leurs prix en cours d'année. Il faut signaler que cette élévation des prix est en partie conditionnée par une augmentation du prix de revient des matières premières de l'industrie sidérurgique; la Haute Autorité aurait dû traiter cette question dans son Rapport général. La Haute Autorité devra, avec les Gouvernements des pays membres non seulement étudier l'évolution de la conjoncture, mais surtout préparer et mettre en oeuvre des mesures communes en matière de politique de la conjoncture en vue de prévenir de trop fortes oscillations de la conjoncture des prix. Une telle action ne serait d'ailleurs que l'application de la résolution adoptée par le Conseil de Ministres le 13 octobre 1953. Il serait intéressant d'apprendre dans quelle mesure cette résolution a été exécutée jusqu'ici ⁽²⁾.

24. Il ressort de son Rapport général, ainsi que du discours de son Président, que la Haute Autorité considère que les prix à l'exportation ⁽³⁾ ne sont pas trop élevés. Il semble cependant qu'ils soient largement supérieurs (jusqu'à 20 %), dans certains cas, aux prix minima fixés par la convention d'exportation de Bruxelles. A ce propos, il convient de rappeler que le Gouvernement danois a consigné dans un mémorandum adressé à la Haute Autorité ses griefs au sujet des prix et des

⁽¹⁾ Paragraphes 51 à 53 du Rapport général.

⁽²⁾ Cf. Rapport de M. Sabass sur la coopération de la Haute Autorité et des Gouvernements des Etats membres (Doc. N° 20, 1955/1956).

⁽³⁾ Paragraphe 53 du Rapport général.

conditions de vente que les entreprises sidérurgiques de la Communauté pratiquent à l'exportation vers le Danemark. Comme le Président de la Haute Autorité l'a déclaré à Strasbourg, la Haute Autorité a provoqué, en application de l'article 3, f) du Traité, une réunion des producteurs, afin d'informer ceux-ci qu'elle s'opposera à une hausse continue des prix à l'exportation. Il semble d'ailleurs que cet échange de vues entre la Haute Autorité et les sidérurgistes ait influencé favorablement le niveau des prix à l'exportation.

c) Approvisionnement de l'industrie sidérurgique en matières premières

1.) MINERAI

25. Pendant la période couverte par le Rapport, l'approvisionnement en minerai ⁽¹⁾ n'a pas fait de difficultés, et il ne semble pas que des difficultés se produiront dans l'avenir immédiat. Votre Commission a cependant l'impression qu'il est difficile de parler de hausses modérées quand on voit les hausses de certains prix intérieurs atteindre 16 % en France. La Haute Autorité a été invitée à rechercher les raisons de cette tendance à la hausse des prix du minerai. En outre, votre Commission rappelle qu'elle a prié la Haute Autorité, depuis un certain temps, de mettre à l'étude la structure du système d'approvisionnement en minerai de l'industrie sidérurgique de la Communauté, en tenant spécialement compte des importations et des prix à l'importation.

2.) COKE

26. L'an dernier, l'industrie sidérurgique a pu être normalement approvisionnée en coke ⁽²⁾, malgré la forte augmentation de la production de fonte. Cependant, dès le mois de janvier 1956, votre Commission a été informée que l'approvisionnement n'a pu être assuré qu'au moyen de l'utilisation maximum des capacités disponibles. Le Rapport général, qui a été publié au mois d'avril, constate que la situation a été tendue au début de l'année 1956 et que les capacités des cokeries disponibles au début de 1956 semblent suffire à peine pour satisfaire les besoins croissants de la sidérurgie. Dans son discours, le Président de la Haute Autorité a également signalé cette tension existant sur le marché du coke. La Commission ayant demandé s'il y a moyen d'importer du coke, par exemple des pays d'Europe orientale, la Haute Autorité a répondu qu'il était impossible d'en importer de l'Est.

27. Le problème de l'approvisionnement en coke se ramène moins à un problème de disponibilités en charbon à coke, (car on pourrait importer des Etats-Unis, même au prix fort, des quantités considérables de fines à coke), qu'à un problème de capacités des cokeries. Il ne semble pas pos-

⁽¹⁾ Paragraphes 55 à 59 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphes 65, 82 et 83 du Rapport général.

sible d'importer du coke d'autres pays européens, de sorte qu'en cas de pénurie persistante, il faudrait songer éventuellement à importer du coke des Etats-Unis. La Haute Autorité ne pourrait-elle pas envisager la possibilité de faire cokéfier dans les cokeries anglaises, par contrat de transformation à façon du charbon à coke que la Communauté a produit ou importé? S'il se révélait que cette opération est plus économique que les importations de coke américain et si les cokeries anglaises étaient en mesure de transformer le charbon pour la Communauté, la question pourrait être débattue au sein du Conseil d'association.

Il serait ensuite intéressant de savoir si, en Sarre et en Lorraine par exemple, on a déjà obtenu des résultats concrets à la suite des essais d'utilisation accrue de sortes de charbon jusqu'à présent inutilisables pour la cokéfaction.

Il suffira de mentionner en passant l'urgence que présente la constitution de nouvelles capacités de cokéfaction, qui n'ont pas bénéficié assez largement des investissements des deux dernières années; ce problème relève en effet de la compétence de la Commission des investissements.

3.) FERRAILLE

28. L'approvisionnement en ferraille⁽¹⁾ pose des problèmes beaucoup plus graves encore que l'approvisionnement en coke. Dès le début, votre Commission a dû s'occuper sans cesse de ces problèmes et de la manière d'assurer l'approvisionnement en ferraille. L'augmentation de la production d'acier a été accompagnée d'une augmentation de la consommation de ferraille. Le Rapport général nous apprend que cette dernière augmentation a été de 3,3 millions de tonnes, c'est-à-dire près de 20 %. La majeure partie a dû être couverte par les importations, si bien que les tonnages de ferraille importée ont presque quintuplé de 1954 à 1955. Comme votre Commission l'a déjà signalé à diverses reprises, cette tension quasi constante sur le marché de la ferraille ne résulte pas de la conjoncture ou tout au moins n'est influencée qu'en partie par elle; le problème est plutôt structurel; en effet, les arrivages de ferraille de récupération ne peuvent suivre le rythme des besoins, étant donné que la production d'acier croît sans cesse. En outre, on a précisément constaté ces dernières années que l'augmentation de la capacité était relativement plus forte pour l'acier Martin et l'acier électrique que pour l'acier Thomas. Il est probable que cette année encore, la production sidérurgique aura développé de nouvelles capacités qui exigeront absolument la mise de ferraille.

29. Jusqu'à présent, la brèche a pu être comblée au moyen d'importations de ferraille provenant surtout des Etats-Unis. Ces derniers mois, les prix de la ferraille américaine ont augmenté dans une proportion extraordinaire. En outre, depuis un certain temps, il existe aux Etats-Unis des tendances à limiter et même à bloquer les exportations de ferraille. Encore le discours de M. René Mayer ne

(1) Paragraphes 60 à 64 du Rapport général.

permet-il pas de conclure que l'on pourra toujours importer d'Amérique des tonnages de ferraille aussi importants qu'à l'heure actuelle. L'industrie sidérurgique de la Communauté connaîtra alors une situation très difficile car elle risquera de ne pouvoir combler la brèche des approvisionnements.

30. Il existait jusqu'ici une caisse de péréquation des ferrailles importées ⁽¹⁾, qui avait été créée en vertu de l'article 53, b) du Traité, et dont la mission consistait à comprimer les prix de la ferraille importée au niveau des prix pratiqués dans la Communauté. Cette caisse était alimentée par un prélèvement payé par les entreprises utilisant la ferraille. Dès le début de l'année, le recouvrement de cette péréquation a déjà été plus nuancé; toutefois, la réorganisation de la Caisse de péréquation a été reportée au 1er juillet de cette année, tandis que l'ancien système était prorogé d'autant. La Haute Autorité n'a pas encore fait connaître à votre Commission les détails de la réorganisation envisagée. Elle lui a cependant indiqué qu'il était prévu d'aménager progressivement la péréquation pour la ferraille, afin de freiner l'utilisation excessive de ferraille d'importation. Il faut rappeler aussi le système des primes attribuées pour favoriser la substitution de fonte à la ferraille; ce système est également destiné à réduire l'utilisation de la ferraille.

31. Etant donné que la situation ne cesse de s'aggraver sur le marché de la ferraille, il y a lieu de se demander si les mesures que la Haute Autorité a prévues ou mises en oeuvre sont suffisantes pour venir à bout des difficultés qui se présenteront selon toute vraisemblance. A longue échéance, il est de bonne politique d'orienter les investissements vers l'augmentation des capacités de production de fonte et vers la limitation des installations sidérurgiques utilisant la ferraille. Plusieurs membres de la Commission doutent que le système de la compensation puisse être suffisamment efficace à brève ou à moyenne échéance. Les indications fournies jusqu'ici par la Haute Autorité permettent de conclure que le nouveau système de péréquation sera d'une application assez compliquée, sans donner pour autant la garantie que les importations de ferraille diminueront. Dans son dernier rapport, votre Commission se prononçait contre la fixation de prix maxima de la ferraille, estimant cette mesure peu efficace et donc inutile, vu le caractère spécial du marché de la ferraille. L'année dernière, votre Commission pensait également que la constatation d'une pénurie sérieuse et la fixation de contingents conformément à l'article 59 auraient posé des problèmes juridiques et économiques extrêmement complexes et qu'il fallait dès lors éviter d'en arriver là aussi longtemps qu'il serait possible de trouver au problème de la ferraille une solution satisfaisante. Le moment est venu de se demander si une telle solution est possible et si la réorganisation du système de péréquation ne va pas poser à son tour des problèmes économiques extrêmement complexes.

(1) Paragraphes 64 et 166 à 170 du Rapport général.

d) *La main-d'oeuvre*

32. Les chiffres publiés par la Haute Autorité (Bulletin statistique n° 2, 1956, p. 240) font apparaître que dans les industries sidérurgiques de la Communauté les effectifs du personnel n'ont cessé de croître. En décembre 1955, le nombre des travailleurs occupés avait augmenté d'environ 19.000 par rapport à décembre 1954. Il semble que l'industrie sidérurgique éprouve à recruter sa main-d'oeuvre des difficultés bien moins graves que celles qui caractérisent depuis longtemps le recrutement pour les charbonnages.

IV. Le marché charbonnier

a) *Production, extraction, utilisation, échanges, importations et exportations*

33. De 1954 à 1955, la production ⁽¹⁾ des bassins de la Communauté a augmenté de 4,7 millions de tonnes, soit de 2 %. Toutefois, cette augmentation n'a pu suivre de rythme de la consommation toujours croissante. Pour une production globale de 246,4 millions de tonnes, la consommation atteint 261,2 millions de tonnes. Vu le manque d'élasticité de la production charbonnière, les possibilités d'intensifier l'extraction sont plutôt minces. Néanmoins, il importe de signaler quelques possibilités grâce auxquelles la production pourrait augmenter dans une certaine mesure, même à court terme. Dans le bassin de Campine (Belgique), il serait possible d'exploiter des gisements houillers vierges qui n'ont pas encore été concédés, sans autres investissements pour le fonçage de puits. L'intensification de la mécanisation du travail au fond, surtout dans les dressants et les couches obliques, contribuerait aussi à augmenter la production. Enfin, celle-ci serait également favorisée si l'on pouvait prendre des mesures pour limiter les fluctuations de la main-d'oeuvre des charbonnages.

Les problèmes fondamentaux de la politique charbonnière font l'objet d'un autre rapport ⁽²⁾.

34. Il ressort du Rapport général que des tonnages considérables de bas-produits ⁽³⁾ son encore en stock. La Haute Autorité a déclaré en Commission que la construction de centrales thermiques en vue de l'utilisation des bas-produits a déjà commencé à porter ses fruits et que l'achèvement imminent de nouvelles installations contribuera encore davantage à résoudre ce problème.

35. Les échanges ⁽⁴⁾ entre les pays de la Communauté sont restés à un niveau très élevé. On note cependant un léger fléchissement par rapport à 1954 (23,2 millions de tonnes en 1955 contre 23,6 millions de tonnes en 1954).

⁽¹⁾ Paragraphes 71 à 76 du Rapport général.

⁽²⁾ Cf. Rapport de M. de Menthon sur les objectifs généraux et la politique charbonnière (Doc. N° 17, 1955—1956).

⁽³⁾ Paragraphe 67 du Rapport général.

⁽⁴⁾ Paragraphes 77 à 79 du Rapport général.

Le volume des importations ⁽¹⁾, en provenance des pays tiers, en passant à 23 millions de tonnes, a augmenté de plus de 9 millions de tonnes, soit de 65 %. Plus des deux tiers des importations de charbon provenaient des Etats-Unis bien que l'on ait enregistré une hausse des prix fob ainsi qu'une augmentation continue des frets maritimes. La Haute Autorité indique à juste titre qu'il faut surtout considérer le problème de l'approvisionnement en charbon à la lumière de l'évolution des prix. La Commission a constaté qu'il y a non seulement un écart considérable entre les prix du charbon importé et ceux du charbon de la Communauté, mais que les grossistes tendent à vendre le charbon de la Communauté au même prix que le charbon importé des Etats-Unis (cf. paragraphes 42 et 52 du présent rapport).

36. Votre Commission a précisément examiné avec beaucoup d'attention la situation des approvisionnements ⁽²⁾ qui, pendant la période couverte par le rapport notamment pendant le dernier trimestre 1955, a été spécialement tendue. Les importations ont permis d'éviter des troubles graves et persistants, mais il faut continuer de veiller à ce que l'approvisionnement régulier soit assuré. Une modification de la répartition des ventes parmi les différents groupes d'utilisateurs était déjà intervenue l'année passée; à ce propos il faut retenir que les livraisons aux cokeries ont considérablement augmenté, pour les raisons mentionnées plus haut. Afin d'éviter que certains groupes d'utilisateurs ou certaines régions ne soient défavorisées, la Haute Autorité devra suivre attentivement cette évolution en tenant compte notamment des réorganisations, accomplies ou prochaines, des comptoirs d'achat et de vente existant sur le Marché Commun.

37. Néanmoins, les exportations de la Communauté vers les pays tiers ⁽³⁾ se sont maintenues à un niveau très élevé: elles ont été supérieures de 2,2 millions de tonnes, soit près de 28 %, à celles de 1954. La part des exportations françaises, qui accusent une augmentation de 2 millions de tonnes, soit 158 %, est particulièrement élevée. Par contre, les exportations allemandes à destination des pays tiers ont diminué de 0,9 million de tonnes, soit 30 % environ. Tous les pays destinataires, et notamment la Grande-Bretagne, ont bénéficié de cette intensification des exportations, sauf l'Autriche.

38. Aux termes de l'article 73 du Traité, la Haute Autorité est habilitée à surveiller le régime et le contrôle des licences d'importation et d'exportation de charbon et d'acier, dans les relations avec les pays tiers. Si la situation de l'approvisionnement de la Communauté l'exigeait, la Haute Autorité devrait examiner l'opportunité d'appliquer ces dispositions dans le sens d'une réglementation des exportations (cf. paragraphe 18 du présent rapport).

⁽¹⁾ Paragraphe 80 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphes 82 et 83 du Rapport général.

⁽³⁾ Paragraphe 81 du Rapport général.

39. Il serait utile d'approfondir la structure des importations et des exportations des différents pays. En outre, il faudrait rechercher les possibilités d'éviter les doubles emplois dans les transports de charbon. On pourrait citer un certain nombre d'exemples: afin d'augmenter leurs recettes, certains bassins de la Communauté expédient du charbon dans les pays tiers vers des destinations très éloignées, alors que des régions qui ont besoin de charbon se trouvent à proximité; pour couvrir leurs besoins, celles-ci doivent donc faire venir du charbon de bassins encore plus éloignés, de sorte que le charbon qui entre, croise ou double les rames de transit. Les transports dans la Communauté même fournissent des exemples analogues qui démontrent que l'on n'exploite pas suffisamment les conditions géographiques. On est donc amené tout naturellement à se demander quels seraient les moyens de profiter rationnellement, en vue de la suppression des transports inutiles, du marché élargi créé par la Communauté.

b) *Evolution des prix* ⁽¹⁾

40. Il importe de souligner trois points essentiels: la hausse des prix rendu du charbon importé des Etats-Unis, la libération des prix du bassin de la Ruhr et les mesures de dégrèvement que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne envisage de prendre en faveur des charbonnages.

41. Les prix de barème pour le charbon de la Communauté n'ont pas subi de modification notable pendant la période couverte par le rapport. En mai 1955, la Haute Autorité a relevé les prix du bassin de la Ruhr de DM 2,25 en moyenne. L'incidence de la hausse a été atténuée par la suppression de la contribution au fonds de construction d'habitations pour les mineurs. En Belgique, les barèmes ont également été modifiés, mais les autres bassins n'ont accusé que des modifications peu importantes. N'étant plus liées par la décision de la Haute Autorité relative au prix maxima, les entreprises charbonnières de la Ruhr ont relevé leurs prix de DM 2.— en moyenne, avec effet du 1^{er} avril 1956, début de la nouvelle année charbonnière. Dans les barèmes français, on ne relève qu'une augmentation du prix du charbon domestique.

42. L'évolution des prix américains a exercé une influence beaucoup plus sensible. Comme il a été signalé, les prix fob et les frets maritimes ont constamment augmenté au cours des derniers mois et il semble que les frets continueront de hausser. Votre Commission a invité la Haute Autorité à étudier la possibilité de créer une caisse de péréquation des charbons importés. Les résultats de cette étude seront prochainement soumis à la Commission. En outre, la Commission a demandé si les charbons importés des Etats-Unis ne peuvent pas être transportés soit sur des bâtiments appartenant à la Communauté, soit sur les bateaux affrétés ou construits à son initiative, de manière à réduire le coût de frets aussi éle-

(1) Paragraphes 84 et 158 à 165 du Rapport général.

vés. La Haute Autorité répondit que les chantiers navals de la Communauté sont actuellement saturés de commandes, mais qu'il y aurait moyen de réaliser des économies sur les prix rendu, en passant des contrats d'affrètements et d'achats à long terme.

43. Etant donné le volume des importations de charbon des Etats-Unis, votre Commission craint que les prix américains ne provoquent une hausse sensible des prix de la Communauté.

44. L'année précédente, la Haute Autorité n'ayant plus fixé de prix maxima que pour le bassin de la Ruhr, le principal motif de sa décision était l'existence dans ce bassin, d'une organisation de vente présentant les caractéristiques d'un cartel. A la suite de laborieuses négociations entre la Haute Autorité et les intéressés, cette organisation de vente, la GEORG, a été transformée; la Haute Autorité estime que cette nouvelle organisation est conforme au Traité (cf. paragraphe 57 du présent rapport) et que les motifs qui justifiaient, l'année précédente, la fixation du prix maxima, ne subsistent plus. Par ailleurs elle est d'avis que la situation du marché n'exige pas non plus la fixation de prix maxima; elle invoque à ce propos l'article 5 du Traité qui stipule que la Haute Autorité doit accomplir sa mission avec des interventions limitées.

45. Votre Commission a examiné cette question le 25 février, le 13 et le 16 mars 1956 et elle a abouti aux conclusions suivantes:

a) Si la Haute Autorité libérait les prix du charbon alors que la situation actuelle du marché est tendue, il y aurait lieu de craindre que les prix ne soient pas effectivement libres; en effet, les Gouvernements chercheraient alors à enrayer la hausse des prix du charbon, si bien que les pouvoirs habilitant en fait la Haute Autorité à fixer et à influencer les prix passeraient aux mains des Gouvernements.

La Haute Autorité a objecté qu'elle serait en mesure de rétablir à tout moment le régime des prix maxima si une forte hausse ou les nécessités de l'approvisionnement l'exigeaient.

b) Si les prix du charbon étaient libres, on risquerait de voir les producteurs de la Communauté ajuster leurs prix sur ceux du charbon importé des Etats-Unis, ce qui entraînerait de graves répercussions sur l'ensemble des prix, vu l'écart considérable entre les uns et les autres (7 à 8 dollars par tonnes).

La Haute Autorité a répondu que les entreprises de la Ruhr se sont déclarées prêtes à ne pas élever leurs prix de plus de DM 2.— en moyenne. Comme il a été dit plus haut, les nouveaux barèmes du bassin de la Ruhr accusent effectivement une augmentation moyenne de DM 2.—. Aucune forte hausse n'est à craindre dans les autres bassins. A ce propos, la Haute Autorité a insisté à nouveau sur le fait qu'elle fixerait des prix maxima si une forte hausse intervenait.

Certains membres de votre Commission ont trouvé étrange que les prix des trois nouveaux comptoirs de vente aient été simultanément majorés d'un

montant identique; ils ont estimé que cette coïncidence pourrait faire supposer que la réorganisation de la vente des charbons de la Ruhr laisse subsister des pratiques en usage dans un cartel.

c) Certains membres de votre Commission ont accueilli favorablement la libération des prix. Ils ont admis avec la Haute Autorité que l'étude à laquelle celle-ci a procédé sur les coûts de production dans le bassin de la Ruhr, a fait apparaître que les prix du charbon de la Ruhr auraient dû être augmentés d'un montant équivalent, même en régime de prix maxima. En outre, une hausse limitée à DM 2.— par exemple, n'affecte pas de façon décisive les industries qui utilisent du charbon.

d) D'autres membres de la Commission ont mis en relief la situation difficile que connaissent certaines régions dépourvues de charbon, surtout lorsqu'elles sont très éloignées des centres de production. Ils ont invité la Haute Autorité à tenir compte de la situation spéciale de ces régions, en prenant, le cas échéant, des mesures en leur faveur.

e) D'autres membres ont fait observer que pour des raisons psychologiques une hausse des prix du charbon, abstraction faite de son incidence matérielle pour les utilisateurs industriels, entraîne toujours des hausses dans d'autres secteurs.

f) Votre Commission a invité la Haute Autorité à l'unanimité à suivre avec la plus grande attention l'évolution des prix du charbon dans la Communauté.

46. Avant de libérer les prix des charbons de la Ruhr, la Haute Autorité, aidée de dix sociétés fiduciaires indépendantes, avait fait procéder à une étude des prix de revient du bassin de la Ruhr; elle avait constaté que si l'on tenait compte de revendications légitimes en matière de salaires, il restait dans les prix de revient un découvert de DM 6.— environ. Le Gouvernement fédéral envisagea dès lors d'endiguer une telle hausse des prix du charbon et d'instaurer certaines mesures de dégrèvement en faveur de l'industrie charbonnière. Cette question fit l'objet d'examens approfondis de la part de la Commission à l'occasion et à la suite de la discussion relative à la libération des prix du charbon. Le Président de la Haute Autorité a exposé les détails de cet important problème dans son discours.

Les mesures dont il s'agit peuvent se résumer comme suit:

a) Modification du système d'évaluation fiscale en vigueur jusqu'ici, d'où l'on escompte une réduction des prix de revient de l'ordre de DM 0,47;

b) Réduction de la cotisation patronale à l'assurance sociale des mineurs; jusqu'ici cette cotisation s'élevait à 14,5 % du salaire dans l'industrie minière, contre 8 % dans les autres industries. La mesure envisagée consisterait à ramener le montant de la cotisation patronale dans l'industrie minière au même niveau que dans les autres industries. La diminution que subiraient de ce fait les prix de revient est estimée à DM 1,77;

c) Octroi d'une prime, dite prime de poste, aux travailleurs du fond, de l'ordre de DM 2,50 pour les abatteurs et de DM 1,25 pour les autres mineurs du fond. La prime de poste serait exempte d'impôts et de cotisations sociales.

Lorsque ces projets furent connus, la Haute Autorité fut invitée par la Commission à étudier dans quelle mesure ils étaient conformes au Traité. Votre Commission reprit l'examen de cette question le 13 et le 16 mars, le 25 avril et le 8 mai 1956. La Haute Autorité fit connaître sa réponse définitive le 8 mai.

47. En ce qui concerne la modification du système d'évaluation fiscale et la réduction de la quote-part patronale à l'assurance sociale des mineurs, la Haute Autorité déclara n'avoir d'objections contre aucune de ces deux mesures. Plus spécialement, la seconde pouvait être considérée comme un élément absolument positif de l'harmonisation des charges sociales, à la condition que les efforts visant à cette harmonisation se poursuivent avec succès.

48. Après avoir soumis à un examen minutieux la question de la prime de poste, la Haute Autorité acquit la conviction qu'une telle mesure n'était pas conciliable avec l'article 4, c) du Traité. Elle avait également examiné la légitimité de la prime de poste au regard des dispositions de l'article 67 du Traité, pour conclure que l'article 67 était inapplicable dans ce cas.

49. Tout en n'ignorant pas qu'il s'agit en l'espèce d'une question essentielle, de caractère économique et politique, qui préoccupe le Gouvernement allemand, une partie de votre Commission estima que la mesure proposée, présentée sous cette forme, était contraire au Traité. Votre Commission a été informée que la Commission mixte formée de représentants de la Haute Autorité et du Conseil de Ministres a été chargée de procéder à une enquête dans un délai de deux mois, afin d'examiner, d'ici au début de juillet, comment répondre aux vœux du Gouvernement fédéral d'une manière conforme au Traité. Si cette enquête ne donnait aucun résultat pratique ou si le Gouvernement fédéral ne se déclarait pas d'accord avec la solution proposée, la Haute Autorité estime qu'il y aurait lieu d'appliquer la procédure prévue à l'article 88 du Traité.

50. Un membre de la Commission a mis en relief le fait que les considérants de l'avis de la Haute Autorité au sujet de la prime de poste ne constituaient pas encore une décision de principe à propos de l'application des articles 4 et 67 à l'encontre des subventions. A son avis, l'article 4 doit être considéré comme une disposition spéciale, au contraire de l'article 67, où il est question de toute action d'un Etat membre susceptible d'exercer une répercussion sensible sur les conditions de la concurrence, tandis que l'article 4, c) ne mentionnant que les subventions, a une portée plus précise. Cette opinion se fonde également sur un arrêt rendu par la Cour de Justice le 23 avril 1956 (Doc. 2963).

51. Votre Commission n'a pas encore terminé l'examen de la question de principe qui se pose à propos de la prime de poste; il s'agit notamment de savoir si le prix du charbon peut ou doit être subventionné, sous quelle forme et par qui, ou s'il est possible que le prix du charbon se forme librement par le jeu de la concurrence.

52. Le Rapport général et le discours du Président de la Haute Autorité font mention de ce que les travaux préparatoires à la publication des barèmes du négoce charbonnier touchent à leur fin. Ceci est conforme au principe de la publicité des prix, que le Traité a consacré. Il faut espérer que l'action de la Haute Autorité aura également des répercussions favorables sur les pratiques commerciales mentionnées à propos des importations de charbon des Etats-Unis. (cf. paragraphes 18 et 42 du présent rapport).

c) *La main-d'oeuvre* ⁽¹⁾

53. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le problème du recrutement de la main-d'oeuvre pour les charbonnages se pose déjà depuis un certain temps. Selon les indications du bulletin statistique n° 2/1956, le nombre des travailleurs occupés dans les mines était de 1.053.000 à la fin de 1955. A plusieurs reprises, on a insisté sur le fait que le nombre des travailleurs est insuffisant et que cette main-d'oeuvre est extrêmement instable. Les efforts entrepris pour réagir contre la désaffection pour la mine n'ont pas encore été couronnés d'un plein succès. Les travailleurs du fond doivent subir une période d'apprentissage relativement longue, et, comme beaucoup de travailleurs abandonnent la mine après quelques mois, il faut nécessairement engager de nouveaux mineurs qui ne peuvent travailler à plein rendement, ce qui se répercute forcément sur les prix de revient et sur le volume de la production. La prime de poste que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne envisage d'instaurer serait notamment destinée à stabiliser davantage la main-d'oeuvre de l'industrie charbonnière allemande. La Haute Autorité devrait procéder avec les Gouvernements à un sérieux examen des mesures à prendre dans l'industrie charbonnière de la Communauté afin d'arriver à une solution satisfaisante du problème qui vient d'être esquissé.

V. Amélioration du fonctionnement du Marché Commun

1) *Mesures gouvernementales*

54. a) Au paragraphe 120 du Rapport général, il est question de la fixation des prix du charbon en Italie par un Comité interministériel : votre Commission en a eu connaissance dès l'an dernier. Cette pratique du Gouvernement italien semble surtout incompatible avec l'article 86 du Traité. Les démarches que la Haute Autorité a entreprises pour éliminer ces mesures contraires au Traité devraient trouver un appui total.

⁽¹⁾ Paragraphe 75 du Rapport général.

b) Les transports par eau du charbon de la Ruhr en Belgique, auxquels a trait le paragraphe 122 du Rapport général, constituent un cas analogue. Si les précisions que contient le Rapport général sont exactes, il s'agit indiscutablement d'une infraction aux dispositions du Traité.

c) Au sujet de la préférence accordée à l'industrie sidérurgique italienne dans les livraisons à la construction navale italienne, dont il est question au paragraphe 124 du Rapport général, la Haute Autorité devrait faire savoir si les démarches nécessaires ont déjà eu lieu depuis que le Gouvernement italien a transmis sa réponse le 30 novembre 1955.

d) Le paragraphe 125 du Rapport général traite d'un droit administratif de 0,5 % *ad valorem*, perçu en Italie sur les produits relevant du Traité. La Haute Autorité devrait dire si la non-conformité de ce droit est litigieuse.

e) Le paragraphe 127 du Rapport général fait état d'une discrimination due à l'application de l'article 127 du Code des Douanes françaises. La Commission des transports a discuté la question à plusieurs reprises. Les négociations à ce sujet durent déjà depuis un certain temps sans avoir produit de résultats satisfaisants. Votre Commission insiste sur la nécessité de supprimer d'urgence cette discrimination.

f) Le paragraphe 128 du Rapport général mentionne un cas de refus de licence d'importation de charbon en provenance du bassin d'Aix-la-Chapelle. Comme il est dit au dernier alinéa du paragraphe en question, la licence a été délivrée, mais le Gouvernement luxembourgeois a contesté la recevabilité et le bien-fondé de la plainte. Il serait souhaitable que cette question soit élucidée quant à son principe.

55. En résumé, les cas évoqués ci-dessus permettent de constater la pertinence de la suggestion que votre Commission avait faite aux paragraphes 59 et 60 de son rapport de l'an dernier, lorsqu'elle proposait de poursuivre l'élimination des mesures gouvernementales contraires au Traité. Pourtant, dans sa réponse au rapport, la Haute Autorité n'avait pas saisi toute la portée de cette suggestion. Au demeurant, la Haute Autorité devrait dire depuis quand ces pratiques existent et depuis quand elle les connaît.

2) *Comportement des entreprises*

56. A propos du paragraphe 129 qui a trait aux infractions commises par les entreprises et aux sanctions infligées par la Haute Autorité, votre Commission se réfère au paragraphe 41 de son rapport de l'an dernier. Il faudrait toutefois éviter, comme il est arrivé parfois, que la sanction soit infligée longtemps après l'infraction.

3) Ententes et concentrations ⁽¹⁾

57. L'Assemblée a toujours attaché une grande importance à une solution satisfaisante et conforme au Traité dans la question des organisations monopolistiques sur le marché du charbon (cf. Résolution du 19 mai 1954, paragraphes 17 à 23, *Journal Officiel de la Communauté* du 9 juin 1954). A chacune de ses réunions de l'an dernier, pour ainsi dire, votre Commission s'est intéressée aux travaux de la Haute Autorité en ce domaine. Tout d'abord, ce fut sur le problème de la GEORG⁽²⁾ que l'intérêt se concentra. Comme chacun sait, la Haute Autorité avait fait savoir, dès le mois de mai 1954, à l'organisation des ventes en commun des charbons de la Ruhr que son maintien sous cette forme n'était pas compatible avec le Traité. Toutefois, comme l'interdiction pure et simple de la GEORG et sa dissolution auraient probablement perturbé gravement le marché du charbon, la Haute Autorité s'est efforcée, par la voie de négociations avec tous les intéressés, de découvrir une possibilité de transformer l'organisation de vente des charbons de la Ruhr pour la mettre en concordance avec les dispositions du Traité. A la dernière session ordinaire, en juin 1955, la Haute Autorité était déjà en mesure d'esquisser devant l'Assemblée les grandes lignes de la solution envisagée. Par la suite, certains retards se sont produits, étant donné surtout que vu la situation de plus en plus tendue sur le marché charbonnier, il fallait tenir compte de la nécessité d'assurer l'approvisionnement du Marché Commun dans le cadre même de la nouvelle organisation à créer.

Les 55 entreprises minières affiliées à la GEORG ont introduit, le 15 novembre 1955, une demande générale qui était conforme dans ses grandes lignes aux directives de la Haute Autorité. Le 20 décembre 1955, la Ruhr a présenté les demandes définitives. Elles contenaient cependant, notamment en matière de réglementation commerciale, certaines propositions que la Haute Autorité jugea ne pas pouvoir approuver. De nouveaux pourparlers s'engagèrent entre les représentants de la Ruhr et la Haute Autorité. Les points contestés furent réglés et on se mit d'accord sur de nouvelles formes. C'est alors que la Haute Autorité a pu approuver les demandes définitives, le 15 février 1956. La nouvelle organisation de la vente du charbon de la Ruhr a pris effet le 1er avril 1956.

58. Le paragraphe 133 du Rapport général expose de manière assez complète quelle est la structure de la nouvelle organisation. A la dernière session de l'Assemblée Commune, la Haute Autorité a cependant été invitée à transmettre aux membres de l'Assemblée les accords conclus par les Sociétés minières en vue de la constitution d'une commission des normes, ainsi que les décisions que ces mêmes sociétés envisagent de prendre dans le cadre de ladite commission des normes au

⁽¹⁾ Paragraphes 132 à 143 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphe 133 du Rapport général.

sujet de la consommation propre des entreprises, des ventes locales et de l'équilibre de l'emploi.

59. La nouvelle organisation de la GEORG ne sera pas examinée en détail, le paragraphe 133 du Rapport général (pp. 140 à 145) ainsi que les Décisions n^{os} 5, 6, 7 et 8 — 56 du 15 février 1956 en donnant une représentation exacte. Par contre nous nous proposons de rendre compte des différents points de vue qui ont été exprimés à ce sujet en commission.

60. En ce qui concerne les négociations, votre Commission a constaté que la solution propre à donner satisfaction a été sérieusement retardée à plusieurs reprises du fait que les trois, puis les six représentants de la Ruhr, étaient qualifiés pour négocier, mais non pour conclure un accord. La Haute Autorité et les représentants de la Ruhr étaient déjà parvenus à se mettre d'accord, quand il a fallu engager de nouvelles négociations parce que les entreprises minières de la Ruhr n'approuvaient pas les propositions sur lesquelles les représentants avaient marqué leur accord. Il a été demandé si le prestige de la Haute Autorité n'a pas souffert de ce fait.

61. Votre Commission a aussi examiné attentivement le problème de l'approvisionnement, que la Haute Autorité avait placé au centre de l'actualité lorsque la question fut discutée et étudiée au cours du second semestre de 1955. Il a été reconnu unanimement qu'avant de passer à la crise manifeste (article 58) ou à la pénurie grave (article 59), le marché peut présenter des phases diverses qui ne traduisent pas une situation normale et nécessitent des mesures conservatoires. Certains membres de la Commission ont critiqué le fait qu'il était envisagé d'habiliter le Bureau commun qui aurait été créé dans le cadre de la nouvelle organisation, à intervenir en cas de difficultés d'approvisionnement. Ils ont estimé que la Haute Autorité pourrait pratiquement courir le risque de ne pas pouvoir appliquer l'article 59.

A ce propos, la Haute Autorité a rappelé qu'aux termes de l'article 5 du Traité, les institutions de la Communauté doivent accomplir leur mission avec des interventions limitées. Aussi longtemps qu'il n'y a pas pénurie grave, il n'y a pas lieu pour la Haute Autorité d'intervenir elle-même dans l'approvisionnement. En outre, les différents organes du nouveau mécanisme de vente que l'on envisage de créer dans la Ruhr, exerceront leur activité sous le contrôle permanent de la Haute Autorité. Celle-ci s'est d'ailleurs réservé le droit d'opposer son veto aux décisions prises par le Bureau commun. La Haute Autorité ne voit pas en quoi l'exercice de certaines attributions par le Bureau commun pourrait rendre plus difficile ou impossible l'application de l'article 59. En cas de pénurie grave, la Haute Autorité n'hésitera pas à faire usage de ses pouvoirs.

Cet avis de la Haute Autorité rallia les suffrages de certains membres de votre Commission, sans ébranler la conviction des autres.

62. Le Comité Consultatif créé dans le cadre de la réorganisation a fait plusieurs fois l'objet des délibérations de votre Commission.

Il fut d'abord signalé que la représentation des consommateurs au sein de ce Comité Consultatif devrait comprendre un certain nombre de représentants des acheteurs d'autres pays de la Communauté.

Certaines objections furent formulées à propos du nombre des réunions ordinaires du Comité Consultatif, quelques membres trouvant que les réunions étaient relativement peu nombreuses.

La question de la représentation de l'intérêt général auprès du Comité Consultatif fut examinée assez longuement. La majorité de votre Commission acquit la conviction qu'il serait inopportun de permettre à la Haute Autorité de siéger au Comité Consultatif avec voix délibérative.

La Haute Autorité, interpellée à ce sujet, se déclara prête à donner dans son Rapport général des indications au sujet du fonctionnement du Comité Consultatif et au sujet des difficultés éventuelles. Elle déclara pourtant qu'il lui paraissait malaisé de faire régulièrement rapport sur l'activité du Comité Consultatif, car il appartiendra au Comité Consultatif lui-même de décider de la publicité qu'il entend donner à ses conclusions.

Une partie de votre Commission estima que le Comité Consultatif n'avait pas reçu assez de pouvoirs.

63. La réglementation commerciale, qui suscitait encore certaines difficultés jusqu'à la fin des conversations, fit également l'objet des délibérations de votre Commission. Il fut spécialement question de la répartition du territoire de la Communauté en zones de vente, des critères en fonction desquels les négociants de première main pourront avoir accès direct aux comptoirs de vente, de la possibilité de susciter une concurrence entre les grossistes d'une même zone, ainsi que des conditions des livraisons fob Ruhrort ou port de mer. Quelques membres de la Commission demandèrent s'il était possible, en pratique, d'enlever les combustibles fob Ruhrort, vu l'existence de cartels de la navigation rhénane. La Haute Autorité répondit qu'elle ne pouvait agir directement sur les cartels des transports, mais qu'elle était disposée à prier les Gouvernements d'intervenir au cas où l'existence de pareils cartels limiterait ou empêcherait les acheteurs dans leur droit d'enlever leur marchandise fob Ruhrort.

64. Un assez long échange de vues sur le caractère de la nouvelle structure aboutit à la conclusion qu'il s'agissait effectivement de cartels ou d'ententes; toutefois, la Haute Autorité les reconnut susceptibles d'être autorisés conformément à l'article 65,2 du Traité, dont ils remplissent les conditions. La Haute Autorité déclara qu'elle contrôlerait constamment la nouvelle organisation de vente des charbons de la Ruhr et qu'elle créerait à cette fin une section spéciale rattachée à son administration. Elle interviendra chaque fois que les comptoirs de vente ou

le Bureau commun prendront des mesures qui sortiront du cadre de l'autorisation accordée.

Certains membres de votre Commission doutent que la réorganisation ait effectivement créé trois comptoirs de vente autonomes et concurrents.

65. Enfin, il importe de noter que deux ans après la mise en marche de la nouvelle forme d'organisation, il sera procédé à une étude à la lumière de l'expérience de ces deux années, afin d'apporter au système les modifications qui s'imposeraient.

66. Le problème de l'O.K.U. (ventes des charbons des bassins rhénans du Sud) ⁽¹⁾ a été également discuté à plusieurs reprises par votre Commission. A sa dernière réunion, celle-ci ne put cependant l'aborder ni soumettre à un examen plus approfondi un rapport que la Haute Autorité lui avait soumis au début de mai sur la procédure d'autorisation. Aux dernières nouvelles, la solution définitive de ce problème est toute proche.

67. Votre Commission n'a pas examiné de plus près la réorganisation du COBECHAR ⁽²⁾, comptoir belge des charbons, la Haute Autorité ayant expliqué que le COBECHAR s'était toujours déclaré prêt à mettre ses statuts en concordance avec le Traité. Il appert du Rapport général que la réorganisation s'est faite sans difficultés.

68. En revanche, votre Commission s'est occupée à plusieurs reprises du système en vigueur en France pour les importations et les achats de charbon. Il existe en effet une organisation centrale connue sous le nom d'A.T.I.C. ⁽³⁾. Votre Commission s'était réjouie, à la fin de l'année dernière, de ce que le Gouvernement français et la Haute Autorité étaient en train de se mettre d'accord sur quatre points qui, dans ce système, étaient contraires au Traité. Votre Commission a toutefois dû regretter qu'un arrangement conforme au Traité n'ait pas encore pu être trouvé sur deux points importants: l'accès des acheteurs français aux grossistes d'autres bassins de la Communauté et la signature exclusive par l'A.T.I.C. de tous les contrats d'achat portant sur des charbons en provenance d'autres pays.

Certains membres de la Commission étaient d'avis que l'A.T.I.C. avait un rôle plutôt formel et que ses répercussions sur le fonctionnement du Marché Commun étaient nulles ou tout au moins minimales. Ils ajoutaient que l'A.T.I.C. permettait d'éliminer certaines craintes éprouvées dans les bassins français à l'égard de pratiques déloyales qui seraient en vigueur dans d'autres bassins.

Cependant, la majorité estima que l'importance du problème de l'A.T.I.C. n'était pas moins négligeable que celle du problème de la GEORG. Un des argu-

⁽¹⁾ Paragraphe 134 du Rapport général.

⁽²⁾ Paragraphe 135 du Rapport général.

⁽³⁾ Paragraphe 136 du Rapport général.

ments consistait à dire que la GEORG résultait d'une entente économique de droit privé, tandis que l'A.T.I.C. était la matérialisation d'un système édifié à coup de décrets et de règlements. La Haute Autorité fut invitée à poursuivre ses efforts pour normaliser la situation. Aux dernières nouvelles, les deux points litigieux n'étaient toujours pas réglés.

69. Le paragraphe 139 du Rapport général fait état d'un consortium pour l'importation de charbon américain. A ce propos, plusieurs questions furent adressées à la Haute Autorité lors des réunions de la Commission. La Haute Autorité répondit que les deux accords conclus à ce sujet permettaient de réaliser une économie des frais de transports, tout en facilitant l'approvisionnement des régions côtières de la République fédérale d'Allemagne. En outre, en réservant aux utilisateurs non sidérurgiques les fournitures de charbon américain aux prix des charbons de la Ruhr, on n'a fait naître aucune discrimination, étant donné que l'industrie sidérurgique des régions en question n'utilise pas, de toute façon, les charbons de la Ruhr.

70. Votre Commission a décidé de mettre à l'étude les conditions de la concurrence ⁽¹⁾ dans la sidérurgie; toutefois, cette étude n'a pu avoir lieu pendant la période couverte par le présent rapport.

71. Votre Commission a repris l'examen de la question des cartels à l'exportation. La Haute Autorité fut interpellée à ce sujet et déclara ne pouvoir agir à l'encontre des cartels à l'exportation que si leur action avait des répercussions défavorables sur le Marché Commun. Le cas ne s'est pas encore produit jusqu'ici. Au demeurant, la Haute Autorité suit de près l'action des cartels à l'exportation, à la lumière des dispositions de l'article 3, f) qui impose des limites équitables dans les prix pratiqués sur les marchés extérieurs (cette question a déjà été abordée au paragraphe 24 du présent rapport).

72. Au cours de ses prochaines réunions, votre Commission examinera attentivement la politique de la Haute Autorité à l'égard des concentrations. En réponse à un questionnaire que la Commission lui a transmis, la Haute Autorité a établi un document circonstancié. A l'une des prochaines sessions, votre Commission soumettra à l'Assemblée un rapport qui traitera spécialement de cette question.

VI. Rappel de suggestions faites au cours de la Session ordinaire 1954/1955

73. Votre Commission désirerait revenir sur quelques suggestions qu'elle a faites en mai de l'an dernier dans son rapport (doc. n° 19, 1954-1955). Il s'agit notamment de l'élimination de certaines entraves administratives encore en

⁽¹⁾ Paragraphe 138 du Rapport général.

vigueur dans les échanges commerciaux (paragraphe 51), de la discussion en commission de rapports sur la conjoncture (paragraphe 53), de l'examen de mesures permettant une application plus souple des barèmes en cas de régression de la conjoncture (paragraphe 62; cette question a d'ailleurs été reprise en commission) et de l'uniformisation et de la simplification des formalités administratives s'appliquant à l'ensemble des échanges des Etats membres (paragraphe 64).

VII. Observation finale

74. Au début du présent rapport, il a été question des trois postulats que la Haute Autorité mentionne au paragraphe 2 du Rapport général.

La création d'un marché élargi aux dimensions d'un espace qui permette la meilleure utilisation des techniques de production les plus évoluées et l'abaissement des prix de revient se réalise toujours davantage: telle est la conclusion qui se dégage du Rapport général. Le présent rapport a toutefois mis en relief un certain nombre de points qui doivent de toute nécessité être réglés de manière satisfaisante si l'on veut réaliser ce marché élargi.

Sans aucun doute des progrès ont également été réalisés vers la création d'un ordre économique commun. Il reste pourtant à examiner de plus près dans quelle mesure devront être complétées ou corrigées les règles communes, valables pour tous, qui détermineront le fonctionnement du marché et orienteront son développement.

Ce n'est qu'après avoir examiné les rapports des autres commissions, spécialement de la Commission des Affaires sociales, que l'on pourra juger des progrès accomplis, en vue de réaliser le troisième postulat, à savoir la nécessité d'une intégration des buts économiques et sociaux.

ANNEXE

Le développement des échanges entre les pays de la Communauté

1. Les rapports de la Haute Autorité soulignent constamment et à juste titre l'accroissement considérable intervenu depuis 1952 dans les échanges de fer, de ferraille, de charbon et d'acier entre les pays de la Communauté. Le tableau suivant indique le « volume » des échanges, c'est-à-dire une récapitulation des tonnages qui ont été évalués à des prix constants (ceux de l'année 1952). Il est possible de cette façon de récapituler des produits de valeur diverse, tels que la ferraille, le minerai, le charbon et l'acier.

Echanges entre les pays de la Communauté de 1952 à 1955 ⁽¹⁾
(indices de volume; prix de l'année 1952)
(1952 = 100)

	Minerai	Ferraille	Charbon	Acier	Total
1952	100	100	100	100	100
1953	112	226	111	127	121
1954	117	434	125	191	160
1955 ⁽²⁾	137	457	140	251	193

⁽¹⁾ Par rapport aux importations.

⁽²⁾ Sur la base du premier semestre.

On constate que les échanges de produits de la Communauté ont presque doublé de 1952 à 1955: les progrès ont été particulièrement sensibles pour la ferraille et les produits sidérurgiques.

2. On objecte à juste titre que ces chiffres ne sont pas à eux seuls très probants. En effet, de 1952 à 1955, la conjoncture économique générale a fortement progressé et la libéralisation générale dans le cadre de l'O.E.C.E. a fait des progrès considérables au cours de ces mêmes années.

On peut toutefois montrer — et la preuve en est fournie ci-après — *qu'entre les pays de la Communauté les échanges des produits de la Communauté ont beaucoup plus augmenté que les échanges des autres produits; même par rapport aux biens d'investissement finals, généralement si sensibles à l'essor économique, les produits C.E.C.A. marquent une nette avance.*

3. Considérons en premier lieu les échanges entre les pays de la Communauté dans tous les produits autres que le minerai, la ferraille, l'acier et le charbon. Ici également nous adoptons la méthode du calcul des volumes, c'est-à-dire que nous nous basons sur les tonnages importés annuellement (pour 88 groupes d'articles) évalués à l'aide des prix moyens de l'année 1952.

**Commerce extérieur entre les pays de la Communauté de 1952 à 1955 ⁽¹⁾ pour les produits
autres que ceux du Traité
(indice de volume; prix de l'année 1952)
(1952 = 100)**

	1952	1953	1954	1955 ⁽²⁾
Denrées alimentaires	100	111	130	166
Boissons et tabacs	100	116	142	169
Matières premières non comestibles	100	114	135	148
Produits pétroliers, gaz, courant électrique	100	121	147	188
Huiles et Graisses	100	74	74	74
Produits chimiques	100	116	144	163
Produits semi-ouvrés	100	122	144	159
Machines et moyens de transport	100	120	140	166
Produits finis divers	100	110	138	148
TOTAL:	109	115	138	159

⁽¹⁾ Calculé d'après les importations ; 86 % environ des importations sont recensés (groupe de la C. T. C. I.).

⁽²⁾ Sur la base du premier semestre.

De 1952 à 1955, les échanges entre les pays de la Communauté ont augmenté de 93 % pour les produits du Traité, alors que pour tous les autres produits ils n'ont augmenté que de 60 %.

4. Il y a lieu de noter à cet égard que la sensibilité particulière à la conjoncture que présente par exemple l'industrie sidérurgique, ne peut pas non plus être avancée comme contre-argument; en effet, les autres secteurs liés étroitement à l'activité d'investissement, tels que les métaux non ferreux, les matériaux de construction, les machines et moyens de transport, accusent un plus faible accroissement du commerce extérieur entre les pays de la Communauté que l'acier, ou que l'acier, le minerai et la ferraille réunis.

**Echanges ou commerce extérieur entre les pays de la Communauté de 1952 à 1955
pour les principaux biens d'investissement**

	1952	1953	1954	1955
Minerais et concentrés non ferreux	100	76	83	110
Chaux et ciments	100	134	130	122
Matériaux de construction en argile et produits réfractaires	100	118	129	127
Métaux non ferreux	100	114	147	160
Articles métalliques	100	110	124	139
Machines et moyens de transport	100	120	140	166
TOTAL:	100	118	138	159
Par contre:				
Acier	100	127	191	251
Acier, minerai et ferraille	100	126	201	253

De 1952 à 1955, les échanges se sont accrus de 153 % environ dans le secteur de l'acier, du minerai et de la ferraille; pour les autres biens d'investissement on n'atteint pour la même période qu'une augmentation de 59 %.



